



Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

La semaine qui s'achève a été marquée par une grève nationale et des manifestations dans toute la France, y compris dans notre département.

Chacun le sait, la revendication centrale affichée concernait la réforme des retraites et son point saillant, le report de l'âge légal de départ, dont nous n'allons pas débattre aujourd'hui.

Mais ces manifestations ont rassemblé également des Françaises et des Français, porteurs d'une myriade de revendications qui vont bien au delà de la retraite.

Car il y a dans notre pays, une colère profonde, une colère liée aux difficultés économiques et sociales, une colère liée au sentiment d'abandon et de déclassement des territoires et du pays tout entier, une colère qui gronde et qui dure à tel point qu'elle vient remettre en cause l'envie de vivre et de faire ensemble.

A cette crise sociale interne, s'ajoutent en plus désormais des angoisses planétaires liées aux modifications climatiques et à la guerre en Ukraine, qui finissent d'envenimer la situation.

Pour tenter de calmer la colère, le Gouvernement met en place des solutions de secours pour le pouvoir d'achat des Français, à coup de chèques, boucliers, indemnités et primes en tout genre.

Il tente vainement de redistribuer des richesses qu'il ne crée plus, par des dispositifs qui s'apparentent plus à une forme d'assistanat qu'à une véritable politique de redistribution.

Des millions, des milliards d'euros sont ainsi dépensés, engloutis, digérés par la grogne sociale sans jamais l'apaiser.

Cette politique de redistribution ne suffit pas à résoudre tous les problèmes, à répondre à toutes les frustrations légitimes, ou pas, des Français.

Les solutions sont ailleurs. Bien sûr, il y a les questions de régulation des marchés, d'économie globalisée, de pactes européens. Mais pas seulement.

La crise sociale et le malaise territorial que nous vivons aujourd'hui exigent aussi d'aller au-delà des politiques de redistribution. Il conviendrait de faire porter l'effort sur les politiques d'investissement. Il faut investir dans les territoires, pour générer de la croissance durable, de l'emploi, de la cohésion territoriale.

Investir, c'est porter un projet, c'est permettre à chacun de lever le nez vers l'horizon, c'est projeter le territoire, le pays tout entier et ses habitants dans l'avenir. Investir, c'est choisir d'agir plutôt que subir.

Une collectivité qui investit ne s'appauvrit pas.

Au contraire, sans investissement pour la création et l'entretien des infrastructures, les territoires se dessèchent et les habitants se désolent.

Pour donner un cap, fédérer les populations, créer une dynamique, il faut investir. Pour stimuler l'activité et motiver l'embauche durable, il faut investir.

Pour susciter l'implantation des entreprises, créer des emplois, redonner du pouvoir d'achat et de la dignité, il faut investir. Pour créer du patrimoine et générer des recettes supplémentaires, il faut investir.

Ainsi, mes chers collègues, au moment où nous nous apprêtons à débattre des orientations budgétaires pour l'année à venir, l'actualité vient ainsi nous rappeler que les dépenses d'investissement doivent être considérées comme une véritable urgence politique. Y compris pour nous, les Départements, dont les dépenses sociales pèsent lourds dans nos budgets, nous devons assumer avec ambition notre rôle d'investisseur public.

Merci pour votre attention.

Michel PÉLIEU,
Président du Département des Hautes-Pyrénées